



Institut
EGA

Le Liban : passé conflictuel, présent douloureux, futur incertain

Eva Romeuf, Louise Pinard

Analystes - Délégation Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord

Décembre 2020

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2020.

Comment citer cette publication :

Eva Romeuf, Louise Pinard,
« Le Liban : passé conflictuel, présent douloureux, futur incertain », Institut d'Études de
Géopolitique Appliquée, 03 décembre 2020.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

Sommaire

Introduction – P. 2

Le partage des « ruines de l’empire Ottoman » - P. 3

Le Liban frappé dans sa souveraineté, au cœur des confrontations – P. 4

L’influence du Hezbollah – P. 5

Le Liban : entre une tangible fragilité et une volonté de renouveau – P. 7

Une économie mise à mal qui gangrène la colère populaire – P. 7

Le cœur du système politique libanais controversé – P. 8

La société internationale au chevet du Liban – P. 9

La société internationale au chevet du Liban – P. 10

Quel avenir pour le Liban ? – P. 11

Le Hezbollah : une entrave ou un élément indispensable pour le Liban d’aujourd’hui ? – P. 12

Le Liban, comme les différents pays qui l'entourent (Syrie, Jordanie, Irak) est tributaire de la région moyen-orientale. Dans son ouvrage *Le défi du Liban d'après-guerre*, Carole H. Dagher¹ analyse parfaitement cette conjoncture actuelle : « *Tout conflit religieux ou ethnique dans ces régions peut, tel un épipcentre, envoyer des ondes de chocs tout autour de sa périphérie* ». Les crises ont en effet souvent été liées à des enjeux plus régionaux que locaux. Il semble pertinent que cette analyse n'étudie pas le pays d'un point de vue national, mais qu'elle le corrèle à certaines crises périphériques.

Le Liban, représentation symbolique de diverses cultures et religions, est marqué néanmoins par une tangible fragilité. Suite aux partages des provinces arabes par les puissances européennes, le Liban a traversé une guerre civile majeure. Au centre d'affrontements de divers groupuscules, celui-ci a vu sa souveraineté gravement atteinte. Dans ce contexte et sous l'influence iranienne, le Hezbollah est apparu, asseyant progressivement son influence politique et militaire sans précédent sur le pays. Le Liban a été, malgré son rayonnement, souvent affecté par des crises économiques, plongeant aujourd'hui le pays dans une spirale inflationniste. Le système politique qui est basé sur un confessionnalisme politique contribue à aggraver le contexte déjà lourd, en accentuant les fragmentations sociales. La crise est donc aujourd'hui certes économique, mais avant tout gouvernementale. En effet, les dirigeants ne parviennent pas à trouver de consensus face à un peuple haletant. Malgré les initiatives internationales et principalement françaises, la situation semble dépendre seulement de la classe politique, pour qui les compromis sont encore hors de portée. Le Hezbollah, acteur majeur au sein de cette crise, met à mal toute possible avancée, laissant devant lui un peuple précaire, des ménages en besoin, mais surtout en attente de solutions.

Il convient de s'intéresser aux enjeux auxquels le pays est aujourd'hui confronté, en retraçant brièvement l'histoire de celui-ci. La crise politique et économique actuelle n'est pas le fait uniquement des derniers événements en date mais bien d'une histoire longue et houleuse articulée de tensions internes et régionales rythmées par des incursions étrangères.

¹ Carole DAGHER. *Le défi du Liban d'après-guerre, Faites tomber les murs*, Préface de J-L ESPOSITO, Paris, L'Harmattan, 2002.

I. Le partage des « ruines de l'empire Ottoman »

Dans une époque surplombée par le colonialisme, où les grands principes de *jus cogen* du droit international ne sont pas encore cristallisés, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne semble pas encore prendre sens. Les deux grandes puissances coloniales française et britannique, en guerre contre l'empire Ottoman, vont se partager secrètement les provinces arabes. Dans un contexte de lutte pour leur indépendance vis-à-vis des Ottomans, la France et la Grande-Bretagne vont obtenir le contrôle exclusif de ces zones, un moyen d'asseoir leurs intérêts. À la fin de la Grande Guerre, les deux pays vont signer les accords de Sykes Picot (1916). La conférence de San Remo confirmera le mandat Français sur le Liban et la Syrie ; mandats qui seront *a posteriori* appliqués par la Société des Nations en 1920.

L'hexagone va quelque peu occidentaliser le Liban, en lui soumettant premièrement une constitution inspirée des lois constitutionnelles de 1875. Le texte tient toutefois compte des différents enjeux religieux présents au Liban et tente d'établir un système de représentation proportionnelle visant à une distribution équitable entre les dix-sept communautés religieuses identifiées dans le pays (entre autres les chrétiens maronites, musulmans sunnites et chiites, les juifs, les grecs orthodoxes)². La mosaïque libanaise découle d'une longue histoire de conflits, mais aussi de coopération entre ces différentes obédiences. Ce système de représentation va devenir un moyen de maintenir le *statu quo*. L'importance démographique de chaque confession n'est en effet pas sans influence sur le pouvoir libanais.

La Seconde Guerre mondiale va ensuite dessouder l'autorité française, ce qui sera significatif pour ses colonies. La France reconnaîtra officiellement la souveraineté du Liban en 1944, bien qu'elle ne quitte définitivement le pays qu'en 1946.

² DUMONT Gérard-François, *Les populations du Liban*, dans Outre-Terre, 2005, pp. 419 à 445.

II. Le Liban frappé dans sa souveraineté, au cœur des confrontations

Dès lors, Beyrouth va devenir la capitale du pays ; une capitale intellectuelle et artistique devenant également une destination touristique majeure. Le Liban est rapidement associé à la liberté et à l'indépendance. Cette ère de prospérité s'achève toutefois en 1975 avec le début de la guerre civile libanaise. La montée des tensions au Liban s'explique par plusieurs facteurs. Comme susmentionné, il convient de relier en premier lieu la guerre civile libanaise au conflit israélo-palestinien à une échelle plus régionale. En effet, durant la guerre israélo-arabe de 1948 à 1949, le Liban est intervenu militairement aux côtés des armées arabes. Réfugiés au Liban, les membres de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) ont ensuite lancé nombre de leurs opérations depuis celui-ci, ce qui a conduit Israël à attaquer en représailles. Des affrontements militaires ont embrasé le Liban à partir de 1975, suite à un incident entre les Phalanges et les Palestiniens.

Les réfugiés de l'OLP au Liban lancent également leurs opérations depuis le pays, ce qui conduit rapidement Israël à attaquer en représailles pour se prémunir de potentielles attaques futures lors de l'opération Paix en Galilée (1982)³.

Le Liban, touché de plein fouet par la guerre israélo-palestinienne, sera fortement atteint dans sa souveraineté. Deux factions s'opposent ; les chrétiens maronites, ou forces libanaises, soutenus par Israël et l'OLP et les défenseurs de l'arabisme d'un autre côté.

L'intervention Israélienne va avoir pour double objectif d'éliminer la résistance palestinienne et d'amener les forces libanaises à la victoire, afin de favoriser un traité de paix avec Israël. Bachir Gemayel, élu président en 1982 et souhaitant aller vers une réconciliation nationale, sera assassiné, aggravant la situation. Amine Gemayel poursuit la politique de son frère, mais ne sera

³ L'opération est déclenchée après la tentative d'assassinat à Londres de l'ambassadeur israélien Schlomo Argov. Le 6 juin, l'armée israélienne bombarde les bases palestiniennes au Sud Liban et à Beyrouth et des opérations militaires terrestres sont entreprises. 10 000 soldats envahissent le long du littoral, le centre et la plaine de la Bekaa, suivie au Nord Est du pays. Le 11 juin, un cessez-le-feu est permis par la médiation américaine du diplomate Philippe Habib.

que formellement reconnu par le peuple, ce qui aggrave la tension politique déjà existante.

En se retirant en 1985, Israël laisse un Liban démunie de tout équilibre. La transition politique sera difficile, un facteur d'autant plus propice à un nouveau positionnement de la Syrie en 1987. Celle-ci n'a en effet jamais digéré les frontières de Sykes Picot. Damas et Beyrouth revendiquaient en ce sens le rattachement du Liban à la Syrie. Ainsi, à la demande du gouvernement Libanais, l'armée Syrienne va intervenir dans le but de rétablir l'ordre. La reconstruction du pays meurtri se fera sous la tutelle syrienne, comme les accords de Taëf (1991) le prévoient. Plusieurs défis vont dès lors s'imposer au pays ; entre reconstruction économique, tensions politiques et communautaires, populations déplacées et réfugiés, le Liban souhaite retrouver son rayonnement.

L'invasion d'Israël au Liban semble avoir été l'élément déclencheur de la fusion de divers courants islamiques ainsi que de leur structuration.

La révolution islamique d'Iran en 1979 est également le point de départ de divers mouvements ; elle constitue un tournant fondamental dans l'histoire contemporaine du chiisme libanais puisqu'elle marque son réveil. La révolution annonce quelque peu le retour du chiisme ; religion minoritaire qui a longtemps été persécutée.

III. L'influence du Hezbollah

C'est dans ce contexte tendu que le mouvement du Hezbollah, « parti de Dieu », apparaît en 1982. Il s'agit d'un parti chiite pro-iranien qui se revendique anti-israélien. Ce mouvement, relié aux thèses de l'Ayatollah Khomeiny et de l'initiative de révolutionnaires, va devenir le produit de dynamiques locales, régionales et moyen-orientales. Après la révolution iranienne, le pays devient le principal site de l'activisme chiite. Le Hezbollah est très rapidement perçu comme le bras armé de l'Iran au Liban. Il va dès lors multiplier les attaques dans le nord d'Israël et sera rapidement considéré comme une organisation dangereuse. En effet, au-delà de son influence politique au sein des institutions libanaises, le parti est aussi une organisation

religieuse et une milice armée. Celle-ci, qui a combattu Israël en utilisant des techniques terroristes et de guérilla, aboutira au retrait de Tsahal en 1985. Un accord de paix sera conclu sous l'égide de l'ONU. Depuis 2006, les casques bleus ont obtenu un mandat renforcé pour asseoir au mieux la sécurité. Bien que les deux États israélien et libanais n'aient pas de relations diplomatiques, les deux camps doivent désormais respecter un cessez-le-feu.

Le Hezbollah est devenu prédominant au sein de l'État libanais ; jusqu'à menacer aujourd'hui le cœur du système politique. L'État libanais serait-il devenu l'otage du Hezbollah ?⁴ Le poids de cette organisation reste très influent mais il reste aussi très obstructif au sein du paysage politique libanais. Néanmoins, faire pression sur celui-ci ne serait pas forcément pragmatique. Selon Yassin Yabber, un chiite siégeant au parlement depuis de nombreuses années, « *Le Hezbollah est un acteur indispensable au Liban* ». La difficulté est la suivante : au-delà d'être un parti politique qui défend les intérêts libanais, c'est également une organisation régionale des plus influentes aux capacités physiques et militaires extrêmement développées.

Toutefois, malgré son vécu, le Liban reste un des rares pays de cette région à être une démocratie, à connaître de véritables processus démocratiques comme par exemple la tenue d'élections. Comme l'écrit dans son livre Carole H. DAGHER, le Liban serait une image du modernisme moyen-oriental : « *Ce Liban-là qui vend son âme à gros profit n'a d'autre rôle que de donner au reste du monde arabe un aperçu artificiel et contrefait de ce que pourrait être le modernisme* »⁵. Toutefois, les crises actuelles témoignent de la menace qui pèse sur le système politique, mais aussi sur le système économique et social du pays. Les hauts dirigeants de la classe politique libanaise n'ont plus que mépris pour le peuple.

⁴ RICHTER Michael, *Le Liban, otage du Moyen-Orient [vidéo]*, Arte, 2019.

⁵ Carole DAGHER. *Le défi du Liban d'après-guerre, Faites tomber les murs*, Préface de J-L Esposito, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 305.

IV. Le Liban : entre une tangible fragilité et une volonté de renouveau

Quatre mois après l'explosion survenue au port de Beyrouth, faisant plus de 149 morts et 5000 blessés⁶, le Liban ébranlé se voit confronté à de nombreuses tensions. La nécessité de reconstruction du pays se greffe à l'effondrement économique, à l'impasse politique et à la colère populaire grandissante. Liées et interdépendantes, ces failles affaiblissent chaque jour le pays. Il s'agit de comprendre leur nature et leurs conséquences.

V. Une économie mise à mal qui gangrène la colère populaire

Tout d'abord, les protestations populaires face à l'affaiblissement du pouvoir d'achat et l'augmentation des taxes traduisent un malaise financier qui revêt plusieurs ramifications. Le Liban est traditionnellement ouvert au commerce. L'Union européenne, les États-Unis et les pays arabes en sont les principaux acteurs d'échange. Observateur au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce depuis 1999, il signe le partenariat euro-méditerranéen en 2005 dans le cadre de la politique européenne de voisinage, favorisant ainsi le libre-échange entre les deux entités. Enfin, il devient membre de la Grande Zone Arabe de libre-échange (GZALE), accord entré en vigueur le 1^{er} janvier 2005, adhésion qui s'ajoute aux nombreux pactes bilatéraux signés avec la Syrie, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, le Koweït et l'Irak.

« Les richissimes hommes d'affaires et émirs du Golfe ont relocalisés leurs loisirs au Liban, y recherchant ce qu'ils ne peuvent trouver dans leurs propres pays ; un ersatz d'occidentalisation représenté par le libéralisme et le mode de vie permissif caractérisant Beyrouth. »⁷

Pourtant, cette européanisation du pays n'a pas empêché la crise budgétaire, qui place aujourd'hui le pays au troisième rang mondial concernant sa dette, derrière le Japon et la Grèce. S'élevant à 86 milliards d'euros, c'est plus que la situation dans laquelle se trouvait l'économie grecque en 2010. La spirale inflationniste et la chute de la valeur de la monnaie

⁶ L'Orient Le Jour, *Macron : il y aura un avant et un après 4 août* par Fady NOUN, 7 août 2020, in [lorientlejour.com](https://www.lorientlejour.com/article/1228584/macron-il-y-aura-un-avant-et-un-apres-4-aout.html), <https://www.lorientlejour.com/article/1228584/macron-il-y-aura-un-avant-et-un-apres-4-aout.html>

⁷ *Ibid.*

entraînent les libanais dans la paupérisation. Les nombreuses politiques d'austérité et les réformes visant à réduire la dette rongent le pays, piégé dans la boucle infernale de la récession. L'aide internationale, devenue plus que nécessaire, est conditionnée par les négociations entreprises avec le FMI, exigeant la mise en place de véritables réformes. La position du FMI est claire, aucun « chèque en blanc » ne sera délivré au Liban si la confiance n'est pas rétablie avec les organisations internationales. Confiance rompue notamment suite au non-respect de ses promesses de redressement monétaire lors des conférences Paris I, II et III dans les années 2000. Pourtant, un renouveau économique est-il envisageable si le fossé abyssal entre le peuple et le gouvernement n'est pas comblé ?

VI. Le cœur du système politique libanais controversé

« Il m'est apparu que le consensus n'existait plus, et qu'une équipe selon les critères que j'ai fixés était déjà vouée à l'échec. » Le 26 septembre 2020, le premier ministre Moustapha Adib annonce renoncer à la formation d'un gouvernement. Après la démission le 10 août 2020 de Hassan Diab, quelques jours après l'explosion de tonnes de nitrates d'ammonium stockés dans un hangar de la zone portuaire, les espoirs de la formation d'un gouvernement s'effacent de nouveau. La formation ministérielle, condition *sine qua non* au déclenchement de l'aide financière internationale, devient davantage une utopie.

Il est important de se souvenir que la République est basée sur le confessionnalisme. L'article 95 de la Constitution de 1926 dispose que les communautés religieuses doivent être équitablement représentées dans la formation du gouvernement. Principe inscrit dans le pacte national, il précise que selon la répartition confessionnelle du pays⁸, le Président de la République doit être issu de la communauté chrétienne maronite, le premier ministre de la communauté sunnite et le président de la Chambre des députés de celle des chiites. *« Le fonctionnement politique fait que vous êtes d'abord maronite, chiite, sunnite avant d'être libanais »*.⁹ Confessionnalisme symptomatique

⁸ DUMONT Gérard-François, *Les populations du Liban*, dans Outre-Terre, 2005, pp. 419 à 445.

⁹ SFEIR Jihane, auteur du *Hezbollah* (2014), in *francetvinfo.fr*

d'une fragmentation sociale et d'un manque de sentiment national, le système politique ancré depuis des décennies est à l'agonie. Gangréné par la corruption et le clientélisme, ce même système est obstrué par le Hezbollah chiite et son allié Amal, dominant tous deux la vie politique libanaise et déterminés à s'emparer du ministère des finances. C'est l'une des raisons de la démission de Moustapha Adib, qui souhaitait revenir sur cette distribution confessionnelle et former davantage un gouvernement de spécialistes, et ainsi évincer les chiites du ministère des finances. Cette volonté a entraîné la colère des partisans du Hezbollah, bloquant les négociations.

Le 22 octobre 2020, Saad al Hariri est désigné par le président Michel Aoun et élu par une majorité de 65 députés pour diriger le gouvernement libanais. L'ancien premier ministre, à la tête du gouvernement de 2016 à 2019, avait présenté sa démission à la suite de manifestations antisystème. Le chef de file des sunnites remplace ainsi Hassan Diab et avec lui renaît l'espoir d'un redressement politique. L'homme providentiel, soutenu par le parti druze de Walid Jumblatt et le parti chiite Amal, doit s'accorder avec les forces politiques pour former un nouveau gouvernement. Cette désignation survient après les directives expresses du président Emmanuel Macron qui, au lendemain de la démission de Moustapha Adib, appelait la classe politique libanaise à prendre ses responsabilités.

Tenir compte des différences locales afin de réaliser la mission gouvernementale semble primordial mais se révèle complexe. Le gouvernement inclusif, certes critiqué, est la clé de voute d'un déblocage institutionnel et décisionnel. Rami Adwan, ambassadeur du Liban en France, croit en trois éléments fondamentaux afin d'aider le pays à se relever. Tout d'abord, il compte sur la diaspora nombreuse et attachée à son pays, qui porte un espoir de changement et de réforme. Puis, l'intégration de nouvelles élites s'étant retrouvées marginalisées dès le début de la création du Liban qui privilégiait la cooptation du pouvoir. Enfin et surtout, la jeunesse, qui porte en son cœur les germes d'un espoir renouvelé pour le pays. Les Libanais doivent donc retrouver leur place dans le gouvernement et dans la structure du pays, mais rien n'est possible sans la recherche d'un consensus entre différents partis et confessions. À ce sujet, à la suite des propos d'Emmanuel Macron sur la situation au Liban, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah a soutenu la

préoccupation française mais a déclaré ne jamais s'être engagé à accepter n'importe quelle forme de gouvernement pour le Liban.

VII. La société internationale au chevet du Liban

L'initiative française interroge et la réponse de certains libanais à l'encontre de cette préoccupation est révélatrice d'un appel à l'aide. En effet, une pétition visant à placer le Liban sous mandat de l'hexagone a été créée par une partie du peuple de Cèdre et signée par plus de 50 000 libanais - sollicitation à laquelle Emmanuel Macron a jugé ne pas être la solution. Revenir à l'état de mandat comme l'était le Liban il y a 100 ans serait mal accueilli par la majorité de la population. On remarque donc que les relations entre le Liban et la France demeurent encore aujourd'hui importantes. Par conséquent, la communauté internationale doit-elle être proche du Liban ou le pays doit-il prendre des décisions par lui-même ?

Rami Adwan l'affirme : les libanais doivent reprendre confiance en leur pays, mais cette confiance ne peut être viable que si elle est accompagnée d'un élan international de solidarité et d'entraide. C'est dans cette mouvance que s'est tenue en France il y a deux ans la Conférence pour le Développement par les Réformes avec les Entreprises (CEDRE).

L'objectif était pour la communauté internationale de soutenir le développement et le renforcement de l'économie libanaise dans le cadre de réformes et d'investissements d'infrastructures. Les participants se sont engagés à soutenir ce plan global grâce à des prêts à hauteur de 10,2 milliards de dollars¹⁰. Deux ans plus tard, quelques jours après l'explosion dans la capitale, les Nations unies et la France organisent une conférence virtuelle avec le Liban, en présence des États-Unis, de la Chine, du Brésil, de l'Australie et des pays du Golfe. La conférence des donateurs insiste sur une priorité, la reconstruction matérielle et le secours alimentaire et médical ; aide proposée à hauteur de 250 millions d'euros. Il y eut chez les libanais une forme de réconfort à voir ces pays étrangers autour de la table et à leur chevet afin d'éviter une crise humanitaire majeure.

¹⁰ Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères. (6 avril 2018), *Conférence CEDRE*. Paris, France. in www.diplomatie.gouv.fr

Ainsi, l'aide internationale reste primordiale pour non seulement permettre au pays d'aller de l'avant, mais également afin de pousser chaque Libanais à croire en lui. L'inverse pourrait être fatal pour le Liban. Le peuple, bien que meurtri, se bat toujours. La jeunesse, dans la rue, en tête du mouvement de protestation contre le pouvoir en place, alliée des classes les plus démunies et les moins privilégiées. Elle revendique la justice sociale, la laïcité, la démocratie participative, mais également des opportunités professionnelles permises par une amélioration du système éducatif. Pourtant, les manifestations porteuses d'espoir et de sentiment national n'arrêtent pas les tendances migratoires et la volonté de s'échapper du pays. Parallèlement aux protestations, la fuite des cerveaux est bien réelle et le nombre de Libanais ayant quitté leur pays en 2019 a augmenté de 42% par rapport à 2018.

VIII. Quel avenir pour le Liban ?

Aujourd'hui, le Liban tente de se reconstruire. S'ils n'ont pas perdu leur toit, les habitants sont fortement impactés par les crises économique et sanitaire. Les ONG ainsi que les bénévoles locaux se pressent pour apporter une aide matérielle et quantitative afin de permettre à des familles de retrouver un habitat. Le logement, les transports et le patrimoine culturel matériel et immatériel sont à mal. Les besoins de reconstruction et de relèvement du secteur public sont primordiaux et la Banque Mondiale, l'ONU et l'UE ont résolument entendu travailler de concert avec les autorités et le peuple libanais afin de reconstruire un meilleur Liban, *« qui place les besoins de sa population au premier rang de ses priorités¹¹. »*

Sur le plan international, le Liban se rapproche aujourd'hui d'Israël et une entente est désormais envisagée. Alors que le Liban n'a pas ouvertement entrepris de discussion, la fille du président Aoun a affirmé que la paix avec Israël ne se ferait qu'après avoir négocié les frontières et lié les deux terres. Le premier ministre israélien a déclaré le 15 octobre 2020 que les contacts répétés avec le pays du Cèdre pourraient mener à un accord de paix. Néanmoins, un accord de paix extérieur serait-il être envisageable sans avoir posé les prémices d'un équilibre et d'une stabilité interne ?

¹¹ ONU Info, *Reconstruire le Liban en mieux exige transparence, inclusion et responsabilité*, 1 septembre 2020, in news.un.org

IX. Le Hezbollah : une entrave ou un élément indispensable pour le Liban d'aujourd'hui ?

Le Hezbollah reste une force militaire et politique aujourd'hui encore incontournable et imposante. Son emprise sur la société libanaise bloque toute transition et complique la médiation française recherchant des solutions aux crises que traverse le Liban. Malgré sa place prépondérante, le Hezbollah n'est pas reconnu comme légitime ; celui-ci a souvent recours à la violence pour asseoir sa légitimité.

Le Hezbollah aurait aujourd'hui une armée plus puissante que l'armée nationale, une supposition qui vient remettre en cause la théorie wébérienne du monopole de la violence physique légitime de l'État. Les individus pour contrer leur état de nature – la violence et le chaos - et tendre vers un idéal de paix et de sécurité, vont accepter de se soumettre à une entité souveraine en renonçant à une part de liberté, à la violence et la vengeance personnelle.

Issu de la thèse wébérienne, le monopole de la violence physique légitime doit se comprendre en perspective de la notion du contrat social dont Hobbes, Locke et Rousseau sont les éminents représentants. Les individus, pour contrer leur état de nature – la violence et le chaos – et tendre vers un idéal de paix et de sécurité, vont « accepter de se soumettre à une autorité souveraine en renonçant à une part de liberté », à la violence et à la vengeance personnelle.

La renaissance du Liban, confronté aujourd'hui à des crises en aggravation constante, ne semble être possible qu'à la condition d'un renouveau de la classe politique, les compromis étant à ce jour impossibles. Le Liban multiplie certes les crises, mais confie son devenir dans les mains d'un peuple insufflateur de changements et de renouveau, porteur d'espoir et de revendications. Il peut également compter sur l'aide internationale et notamment celle de l'hexagone, qui ne s'est non pas comportée en ami, mais en grand frère du Liban. Pour autant, la préoccupation quant à l'avenir incertain du pays reste au cœur du débat. Comment apprécier la probabilité d'une nouvelle révolution ? Comment les hauts responsables politiques peuvent-ils replacer le peuple au cœur du dessein du pays ? Le Liban restera-t-il cette allégorie moderne de l'Occident au sein du Moyen-Orient ?

« De manière générale, c'est au Liban de montrer le chemin. Le défi auquel il fait face illustre celui auquel est confronté l'ensemble de la région. L'échec des Libanais signifierait l'échec du monde Arabe, une expérience qui tente de gérer le pluralisme religieux et la diversité culturelle, et d'institutionnaliser la liberté, l'égalité, le respect mutuel et la participation de tous. Cela priverait le monde arabe d'un modèle auquel il aurait pu se référer¹². »

¹² Carole DAGHER. *Le défi du Liban d'après-guerre, Faites tomber les murs*, Préface de J-L Esposito, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 307.